



Cigéo : enterrer une bombe à retardement ?

Bon, même si l'Andra fanfaronne, clamant que la prochaine étape c'est le lancement de ses premiers travaux, y'a vraiment pas de quoi !

De moins en moins de gens sont convaincus, loin de là, des élus locaux commencent à exprimer du mécontentement. Et c'est sérieux. Les trois rapports d'instruction de la demande d'autorisation de création de Cigéo (DAC) viennent d'être rendus par l'Autorité de sûreté et de radioprotection nucléaire (ASNR). Elle relève plein de trous dans la raquette, de quoi dormir toujours moins tranquille.

L'astuce du lobby nucléaire c'est de faire croire que l'Andra saura tout résoudre, mais problème, seulement lorsqu'elle aura eu l'autorisation de défoncer le territoire en construisant la totalité des infrastructures lourdes de Cigéo. Quarante premiers kms

de galeries et d'alvéoles accueilleraient des déchets à haute et moyenne activité à vie longue, histoire d'expérimenter et de voir ce qui se passe.

Résultat : des milliards engloutis, deux départements ruraux, colonisés et condamnés sur l'autel du sacro-saint nucléaire, aucune assurance que ça va marcher et une première mondiale. La France a inventé le concept du giga-projet industriel avec approche « itérative ». Comprenez : l'Andra serait autorisée à créer, tester et réviser jusqu'à ce qu'elle soit satisfaite du résultat final. Plus fumeux que cela ! Et si c'est raté, on en fait quoi de ces déchets, vu qu'il n'y a pas de plan B ?

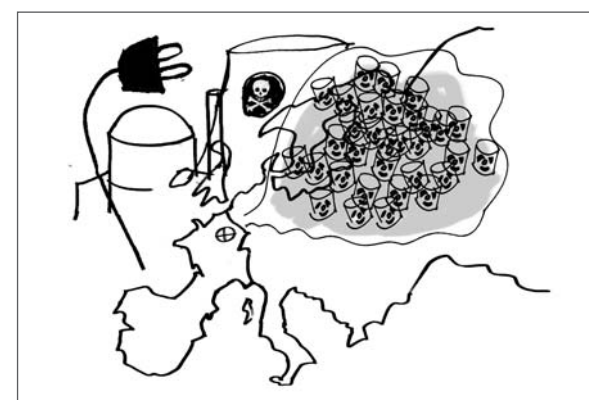
En attendant, rien n'est joué, il n'y a pas de déchets radioactifs à Bure, à nous de refuser qu'ils y arrivent. Une - petite - partie de la classe politique est lucide quant à la dangerosité de ce projet, comment convaincre plus largement qu'il faut abandonner impérativement et la construction de Cigéo et l'absurde plan de relance du programme électro-nucléaire.

Mini ou méga, les réacteurs dont le gouvernement actuel veut parsemer à nouveau le pays, restent nucléaires et produisent des déchets ingérables par nature. Comment faut-il le dire ? Et si on commençait à penser aux intérêts des générations à venir ? Notre legs radioactif est d'une toxicité difficile à regarder en face. Les pays nucléarisés le minimisent en tentant de faire croire que

l'escamoter sous terre est une solution pour faire une barrière entre le vivant et leur dangerosité quasi éternelle. Illusion.

Le chercheur et activiste Sabu Kohso, éten-dait en 2018 la notion de « commons négatifs » à tous « les déchets ne pouvant être recyclés ». Selon lui, « plus les sociétés capitalistes se développent, plus elles perdent leur capacité à recycler ce qu'elles produisent en excès (...). Et, parmi ces multiples résidus produits par le développement industriel, la contamination radioactive constitue, selon lui, le « commun négatif ultime », puisque irréversible. Pour Alexandre Monnin, philosophe, « l'exemple le plus emblématique est celui des déchets nucléaires de haute activité et à vie longue que l'on s'apprête, en France, à enfouir à 500 mètres de profondeur. Sans savoir de quelles façons on pourra prévenir du danger les populations. (Le Monde, 07/12/2022).

Stop ou encore ?



« Les choix destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas compromettre la capacité des générations futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins. »

Conseil constitutionnel, 27/10/2023

Cigéo, plus on avance, moins on en sait

L'Autorité de sûreté et de radioprotection nucléaire (ASNR) a rendu les 25 et 26 juin 2025 ses recommandations sur la sûreté à long terme après la fermeture définitive du stockage prévue vers 2170. Elle a donné un premier avis général sur le dossier DAC (Demande d'autorisation de création de Cigéo). Et c'est pas triste !

Elle juge la démonstration de sûreté post-fermeture de Cigéo conforme à ce qu'on peut en attendre à ce stade (DAC). Un peu light non ? Et aussi que plus globalement « le système de stockage, dans l'architecture retenue, présente une bonne capacité globale de confinement et est robuste vis-à-vis de l'ensemble des risques et incertitudes considérés ». Ce qui ressemble fort à une conclusion diplomatique suggérant que rien ne s'opposerait au lancement des travaux. Le fond est beaucoup moins rassurant, au vu de la foule d'incertitudes pointées et sur lesquelles elle demande des précisions.

L'ASNR rendra son avis final mi-novembre 2025. Accordera-t-elle le feu vert au chantier Cigéo sur la base d'un dossier non finalisé ? Donnera-t-elle la possibilité à l'Andra de prouver « progressivement », et *in situ*, si elle arrive ou non à résoudre les inconnues sur lesquelles elle bute depuis 25 ans ?

Tout ce qui reste à prouver

À moins de deux ans d'un éventuel démarrage des travaux de construction, un tas de démonstrations restent à apporter en matière de capacité de confinement de la roche, performance des scellements fermant les alvéoles, phénomènes de corrosion significatives du chemisage et du conteneur de stockage d'un alvéole HA, spectre de dimensionnement (SDD) de l'installation en phase d'exploitation qui tienne mieux compte des incertitudes associées à la définition de l'aléa sismique, maîtrise des risques d'explosion et d'incendie, transmission de la mémoire du site, etc. Des experts indépendants alertent, entre autres, sur le fait que la roche-hôte n'est pas un

coffre-fort. Des failles karstiques pourraient être décelées sous le quartier des déchets à Haute activité (HA). Mais pas de panique, cette liste impressionnante de dangers majeurs se conclut par la formule magique : « les évaluations des impacts environnementaux, tant radiologiques que chimiques, ainsi que des impacts sanitaires et chimiques, sont très faibles. »

Un dangereuse précipitation

Que demande le peuple ? Un avant-goût d'avis arrangé, prélude aux décisions politiques imposées par les influenceurs économiques du pays ? L'Andra n'apporte pas la preuve que Cigéo est faisable. Sécurité pour les travailleurs sur le site ou sûreté à long terme pour la population ne sont pas assurées. Ne nous y trompons pas. Il ne s'agit pas de creuser seulement un grand trou de mine, il s'agit d'y enterrer une bombe radioactive en puissance. Un cadeau empoisonné pour notre descendance pour plus d'un siècle et demi, dans un monde au contexte climatique et géopolitique incertain : du jamais vu !

En effet, c'est à elle qu'il reviendra de trouver de quoi financer et poursuivre un projet industriel – un phénoménal boulet ? – dont elle aura injustement hérité. En prime : le soin aussi de gérer les catastrophes, identifiées et prédites par avance. Face à cet amalgame de questions sans réponses et au nombre d'études complémentaires demandées, les opposant.es dénoncent une précipitation injustifiable au regard des dangers pourtant parfaitement anticipés. Ils demandent la prorogation de l'instruction de la DAC et préparent des recours juridiques.

Travaux DRO : un calendrier tiré à hue et à dia et une arnaque de taille

Pour implanter le projet Cigéo à marche forcée, l'Andra et les pouvoirs publics ont fait fissa. Une enquête publique houleuse, du 28 février au 15 avril 2025, a été relayée par de nombreuses contributions, adressées à la commission d'enquête. Celle-ci est restée sourde aux inquiétudes et arguments exprimées par la société civile et a donné un avis favorable à ces travaux. Et l'arrêté inter préfectoral délivrant l'autorisation environnementale a été signé le 11 juillet 2025.

Ce dossier règlementaire O (DRO), déposé par l'Andra pour mener les premières opérations de caractérisation et de surveillance environnementale de Cigéo a pour objectif d'affiner et confirmer la conception du projet, notamment en effectuant 608 forages dont 13 forages profonds. Mais les résultats de ces nouvelles investigations ne seraient pas connus avant l'obtention éventuelle de la DAC (autorisation de création de Cigéo). Leur prise en compte est pourtant essentielle à la conception de Cigéo, à sa localisation ou à sa sûreté : y a-t-il présence potentielle de failles géologiques sous le quartier de stockage des déchets de haute activité à vie longue (HAVL) ? Quid de la vulnérabilité du bâtiment de surface EP1 sur la zone descendrière, dont les caractéristiques géotechniques ne sont pas au programme, malgré la demande de l'IRSN ? Quid des données d'entrées « fonda-

mentales » pour la conception des installations en zone puits ?... Là il y a malaise ! L'Andra ne demanderait-elle pas l'autorisation de naviguer à vue ? Serait-elle autorisée à construire les infrastructures de Cigéo avant même que la bonne conception du projet soit confirmée ? Autre arnaque : certains travaux n'ont rien à voir avec cet objectif, mais l'Andra en profiterait pour les réaliser au plus vite : diagnostics archéologiques sur près de 30 ha et fouilles archéologiques sur 62 ha, et autres travaux connexes, sur la ligne ferroviaire d'acheminement des déchets, voies routières, postes électriques, système d'adduction d'eau.

De quoi chambouler le territoire pour un projet mal défini et qui prendrait en otages et pour cobayes les populations locales. Alors que les alertes sont multiples, le projet reçoit l'aval des pouvoirs publics. Elle est où la démocratie ?

150 ans de galère

UN CHANTIER ET UNE POUBELLE D'UNE AMPLIEUR DÉMESURÉE, AUX RISQUES INÉDITS

Si un décret autorise la première phase dite « pilote », commenceraient alors des travaux colossaux. Les riverain.es auront le choix entre vivre un quotidien infernal et voir leur patrimoine se dévaloriser ou... partir. Incorrigible optimiste, l'Andra annonce des impacts (bruit, pollution aérienne, etc.) minimes et très supportables pour la population. La réalité est tout autre.

EMPRISE > 783 hectares a minima

En surface, de gigantesques installations nucléaires de base : zone descendrière et zone puits, terminal ferroviaire, le tout bien irradié à terme + les liaisons intersites, routes, poste transformation électrique, ligne ferroviaire, adduction d'eau, ...

GALERIES > 270 km a minima

Au fond, un réseau de galeries à creuser à - 500m avec tous les aléas miniers que cela comporte. Un métro parisien et demi bourré de radioactivité sous nos pieds ? Cerise sur le gâteau, la construction et le remplissage simultanés des alvéoles, soit 150 ans de chantier en co-activité inédit.

BESOINS estimés, pas définitifs

Béton : 6 millions m³ + Ciment : 2,25 millions tonnes + Sable : 3,4 millions tonnes + Gravier : 4,4 millions tonnes + Acier : 200 000 tonnes Eau, l'inconnue XXL : combien de millions de m³ ? Quelle assurance de la disponibilité de ces matériaux sur 1 à 2 siècles ? Au détriment de quel autre usage pour la population actuelle et à venir ?

ÉNERGIE > Grosse énigme

Carburants, électricité,... les besoins sont énormes. 2031-2036 : évaluation des besoins en électricité/jour = équivalent de la consommation moyenne d'environ 56 000 foyers français de trois personnes sur une journée. 2102-2146 = 63 000 foyers français de 3 personnes sur une journée. Quelle assurance de la stabilité des ressources et des moyens de production sur une telle échelle de temps ?

BRUIT > 80 camions / jour

Ajoutez à cela un bruit de fond de chantier permanent, des tirs d'explosifs... Si l'Andra assure que « les incidences résiduelles acoustiques sur la santé humaine du projet global Cigéo en phase d'aménagements préalables sont faibles » (DAC 2023), on a du mal à y croire ! L'Autorité environnementale (Ae 2024) a souligné « les lacunes du dossier DAC en matière de caractérisation et de modélisation des bruits résiduels des forages ».

PAYSAGES > Gros bouleversement

11 millions de m³ de verses (matières extraites du sous-sol (argile, roches, etc.), susceptibles de contaminer durablement les sols en surface (métaux lourds) répartis sur 147 hectares. Des collines de 20 m de haut se multiplieraient aux abords des villages de proximité.

BIODIVERSITÉ en danger

587 ha de sols artificialisés + 231 ha de déboisement + 415 ha de champs supprimés. Les mesures compensatoires annoncées par l'Andra sont dérisoires.

Rien ne peut « réparer » ailleurs les atteintes au vivant ici. La biodiversité, déjà bien mal en point, n'y survivrait pas.

TRANSPORTS > 6 trains Castor/ mois

De quoi « réchauffer » les villes et les villages traversés 2 fois par semaine ? Le transport de milliers de tonnes de ces déchets à haute et moyenne activité à vie longue est un véritable défi. Les dangers sont identifiés mais jamais démocratiquement débattus : impacts sanitaires dus à l'exposition régulière à la radioactivité (faibles doses) ; risques de collisions et d'accidents gravissimes ; contamination irréversible de l'environnement, de l'air, des sols, de la ressource en eau sans compter la perte de quiétude pour les habitant.es...



La phase pilote n'est absolument pas à la hauteur des enjeux : nouvelle imposture ?

L'exploitation de Cigéo est censée commencer par une phase pilote industrielle (Phipil) « permettant de conforter le caractère réversible et la démonstration de sûreté de l'installation par un programme d'essai in situ . Tous les colis doivent rester aisément récupérables... ». (Code de l'environnement – Article L542-10-1 du 27 juillet 2016)

La Phipil pourrait démarrer vers 2030, après la construction de toutes les installations de surface et une partie des installations souterraines. Son importance est telle qu'elle engloberait toutes les provisions financières mises de côté par les producteurs de déchets pour la totalité du projet Cigéo, sur environ un siècle et demi.

Un test curieusement limité

En janvier 2025, l'Andra a publié ses « objectifs et critères de réussite » de la Phipil. Et là, nouvelle déception : un rapport d'analyse de la CRIIRad et de Global Chance *, basé sur le volet technique de l'Andra, dénonce clairement l'arnaque. L'Andra, sensée mettre en œuvre un programme d'essais *in situ* complet sur tous les types de déchets et apporter des réponses scientifiques à la décision potentielle de poursuivre ou non le stockage, est restée dans le flou total et a éludé les questions les plus importantes. Par exemple, les colis bitumés – très inflammables – et les colis HA1 et HA2 – hautement radioactifs et dangereux – ne seront pas introduits en Phipil. Globalement, trop peu de place est accordée aux opérations nucléaires, aux contrôles, aux essais... Avec un excès d'optimisme qui lui est coutumier, l'Andra prétend que les expérimentations sont là pour confirmer la faisabilité de l'enfouissement, en excluant la gestion des imprévus

alors qu'il serait légitime de modéliser les accidents avec des scénarios très pointus de prévention et de gestion de crise. Pour ces scientifiques indépendants, il est évident que, si, pour cette phase expérimentale, l'Andra envisage de naviguer à vue, c'est que la Phipil est insuffisamment préparée. L'Andra serait donc bien avisée de montrer plus de rigueur et de prudence dans la définition de ces opérations techniques dont les conséquences sur la santé et la sécurité des populations et des travailleurs est d'une haute importance.

L'arrêt du remplissage n'est pas prévu

Cerise sur le gâteau, contrairement aux règles fixées par le 5^e PNGMDR**, l'Andra n'envisage pas d'arrêter le remplissage des alvéoles à la fin des expérimentations pour laisser le temps au Parlement de juger la fiabilité des réponses techniques apportées et de se prononcer sur la poursuite de l'exploitation du stockage. Elle argue du fait que stopper tout conduirait à une perte de compétences. Quand on vous dit que cette Phipil n'est pas à la hauteur des enjeux !

La phase pilote n'est rien d'autre que le démarrage effectif – et irréversible ? – du stockage...

* Rapport CRIIRad et Global Chance : <https://global-chance.org/Lecture-critique-du-volet-technique-du-rapport-de-l-Andra-Objectifs-et-criteres-de-la-reussite-de-la-phase-industrielle-pilote-du-projet-Cigéo>

** PNGMDR : Plan national de gestion des matières et déchets radioactifs

« Une étude a creusé un peu plus l'incertitude autour de l'enfouissement »

Le conditionnement de déchets nucléaires très radioactifs destinés à être enfouis sous terre aux Etats-Unis et en France pourrait se dégrader plus rapidement que la communauté scientifique ne l'avait prévu et provoquer des rejets de radioactivité dans l'environnement, selon une étude publiée en 2020 dans la revue *Nature Materials*.

(...) Les chercheurs se sont aperçus qu'au contact de l'eau, une cascade de réactions chimiques « peut causer la détérioration accélérée » du fût de déchets radioactifs et provoquer le rejet des substances très radioactives dans l'environnement. Quand l'eau arrive à se frayer un chemin jusqu'au verre qui contient les déchets nucléaires, une interaction entre le métal et le verre entraînerait des réactions chimiques, qui « créent un environnement extrêmement agressif », détaille l'étude.

La corrosion métallique est alors renforcée par un effet « d'auto accélération », qui fragilise aussi le verre, qui à son tour dégrade l'acier inoxydable. Dans ces conditions, « la corrosion de l'acier inoxydable est hors contrôle », a déclaré l'auteur principal de l'étude, Xiaolei Guo. L'étude ne donne pas d'estimation précise du temps écoulé avant la dégradation des déchets enfouis. (...) « La gestion des déchets nucléaires est un problème compliqué », constatent les chercheurs. Il faudrait « complètement isoler de l'eau le stockage, ce qui est un défi au vu du caractère imprévisible du milieu géologique sur des intervalles de temps extrêmement longs », suggère l'étude. « Nous avons besoin de développer un nouveau modèle pour stocker les déchets nucléaires », conclut Xiaolei Guo, co-auteur de l'étude. Mais aucun stockage géologique en profondeur ne peut retenir l'eau éternellement.

Le Journal de l'Energie, 30/01/2020, Martin Leers, extraits

NDLR : A savoir que l'Andra a été invitée par l'IRSN à préciser ses connaissances du phénomène de dissolution du verre et devait le faire avant le dépôt de la demande d'autorisation de création de CIGEO. On en est où ?

La Suède a été confrontée au même type de problème, où les incertitudes sur la corrosion du cuivre des emballages des déchets ont provoqué la suspension en 2018 du projet d'enfouissement des combustibles nucléaires usés. La décision de lancer le chantier a été prise fin 2021, suite à un changement de politique passant du Parti des Verts... à un gouvernement pressé d'enfouir.



Un enjeu majeur : la protection des eaux (superficielles ou souterraines) et en particulier l'eau potable

Il n'est pas une journée où les médias n'alertent sur la baisse de la qualité de l'eau, voire des ressources disponibles pour l'eau potable et autres usages. C'est un sujet qui mobilise généralement les communes et leurs habitants, habitués que nous sommes depuis des décennies à disposer d'une eau abondante et pas chère et choqués de voir que la situation se dégrade : pollutions nouvelles (PFAS, produits chimiques...). Nos départements y sont confrontés comme tant d'autres.

Qu'en sera-t-il si rien ne freine l'implantation de Cigéo, en phase de construction, et d'exploitation à très long terme ?

Les eaux souterraines, au niveau de Cigéo vont être drainées le long de la descenderie et des puits, pour être stockées dans des bassins, puis évacués par pompage en surface. Ces eaux pourront être contaminées sur les plans chimiques et radiologiques et leur retour dans le milieu naturel, même après traitement, ne serait pas sans danger. D'une manière générale, le projet prévoit aussi de baisser par pompage les niveaux de la nappe de l'Oxfordien, au niveau de la descenderie, de plusieurs mètres.

L'enquête publique sur les travaux DRO a montré les limites de l'exercice. Alors que, d'une manière générale, de tels forages nécessitent pour la plupart des captages AEP, l'avis d'un hydrogéologue agréé, cette mesure de précaution est absente du dossier.

Un grand nombre de captages seront potentiellement impactés, sur leurs périmètres de protection

Le captage AEP de Rupt Aux Nonains - Syndicat des Eaux Sud Meuse - est un cas emblématique des impacts et des enjeux : son périmètre éloigné est dans toute la zone de Cigéo (ITE -

installation terminale embranchée d'arrivée des colis de déchets-, zones descenderie et puits, forages). C'est un enjeu fort car le prélèvement actuel pour l'alimentation en eau potable est de 400 000 m³/an. Il alimente 7000 habitants répartis sur 20 communes. Aujourd'hui, il n'y pas d'étude spécifique pour vérifier l'impact sur cette ressource en eau. C'est le cas aussi pour d'autres captages : Echenay, Bonnet, Ribeaucourt, Saint-Joire, Horville, Houde-laincourt, Givrauval...

Impact délétaire

Nous pouvons dire, dès à présent, que l'Andra ne cache pas que Cigéo impactera tellement les captages qu'il ne sera plus possible de les utiliser pour l'eau potable. Avec sa folie des grandeurs, elle compte donc interconnecter des réseaux d'eau dans un périmètre (a priori de 20 km) et les amener dans un énorme château d'eau qui serait entre Bure et Mandres. Et elle est fière d'annoncer qu'il serait le plus haut de Meuse. L'Andra considère-t-elle que notre territoire est un parc d'attraction avec son projet de champignon géant ?

Nos ambitions pour notre territoire sont simples et plus modestes : garder notre propre ressource en eau potable et notre autonomie pour sa gestion !

EP1 et EP2 : des bâtiments de surface bien mystérieux

Le projet Cigéo, ce n'est pas qu'un stockage géologique, c'est aussi une gigantesque « installation nucléaire de surface » pour la réception et le conditionnement des déchets, avant leur descente dans les galeries et alvéoles du stockage profond. Nom de code : EP1 et EP2.

EP1 est classé INB ou installation nucléaire de base, comme devra l'être EP2. Mais là, faudra patienter pour en savoir plus : la mise en service d'EP2 n'est pas attendue avant 2080 pour les déchets HA1/HA2, les plus dangereux. La demande de création de Cigéo ne porte donc pas, de fait, sur le projet global... C'est normal, ça ?

Par ailleurs, si la lecture du dossier de DAC de Cigéo est laborieuse, il est encore moins facile de rassembler les éléments sur ces mystérieux bâtiments, dispersés dans le dossier. Pas banale cette manière qu'a l'Andra de noyer le poisson, histoire de ne pas alerter les élus locaux et le citoyen lambda.

Des omissions

Un rapport de Global Chance a été publié sur ce sujet, en mai 2024, qui « décortique » le projet. L'Andra explique qu'à l'arrivée des colis de déchets dans leur emballage de transport, il faudra ouvrir ces emballages pour en extraire les colis primaires, les placer dans les conteneurs de contrôle puis dans les hottes de transfert vers le stockage profond. Des opérations de manipulation à hauts risques pour les travailleurs qui y seront exposés et pour les populations avoisinantes. La présentation de ces risques dans la démonstration de sûreté en exploitation, si elle est complète, ne porte que sur des risques d'incident ou d'accident potentiels dus à une cause interne ou externe et omet un élément essentiel. Un accident nucléaire résulte toujours de la combinaison de plusieurs défaillances très diverses : erreurs de conception, équipements défaillants, fautes d'exploitation... Pour rappel, le grave accident survenu au WIPP (Centre d'enfouissement de déchets nucléaires militaires) aux

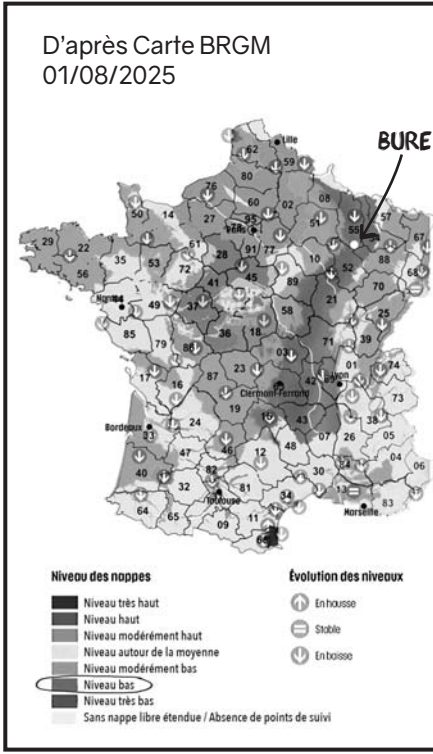
USA, en 2014. Une erreur de conditionnement de certains colis de déchets avait provoqué l'explosion de l'un deux, une contamination en surface, l'arrêt du fonctionnement du site pendant plusieurs années et une ardoise de plus de 2 milliards de dollars.

... et des questions

Que deviendront ensuite les colis défectueux et leurs emballages : réparés sur place ? Retournés à l'expéditeur ? Aucune précision n'est donnée sur le local de « non-conformité » où seraient reconditionnés des colis défectueux : dimensions, contenance, fonctionnement, ... L'installation EP1 présentée et analysée par la DAC est une usine unique, sans retour d'expérience, national ou international. Les sites d'enfouissement de Finlande et de Suède n'ont pas d'installation nucléaire de surface car ils enfouissent directement dès leur réception les déchets non retraités livrés par les centrales nucléaires dans les conteneurs adéquats. Cela réduit considérablement les risques de l'ensemble des opérations. EP1 et EP2 seraient de fait des installations de stockage temporaire de déchets en surface et hors protection radiologique.

Cigéo : marre d'être des cobayes ?

« Il est nécessaire de documenter toutes les communes alimentées par de l'eau potable contaminée par le tritium ;
Il est plus que temps de revoir les normes en vigueur qui ne sont pas assez protectrices d'autant plus que les rejets dans l'environnement vont augmenter avec la construction de nouveaux réacteurs nucléaires. »
Demande CRIIRAD 2019
www.criirad.org



Nappes phréatiques : alerte niveau bas

La consultation des cartes relatives à la situation des nappes d'eau souterraine publiées 2 fois par mois sur le site internet du BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) est inquiétante. Les nappes phréatiques fluctuent. Les départements de Meuse et de Haute-Marne se trouvaient en niveau modérément bas (juillet) à niveau bas (01/08/2025). Si la tendance à la sécheresse se confirme sur le siècle à venir, où l'Andra ira-t-elle puiser les millions de m³ d'eau nécessaires pour construire Cigéo ? Faudra-t-il interdire l'usage agricole et domestique local en période de tension ? Construire des méga-bassines ? Dessaler et importer l'eau de mer ? On compte sur l'effondrement du Gulf Stream pour refroidir l'hémisphère Nord ? Cigéo, ou comment avancer à l'aveugle.

DES PÉPÈTES POUR CIGÉO ET DES CACAHUÈTES POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Cigéo, ça va coûter combien ? Bien malin qui saurait le dire. Depuis 2014, les chiffrages se succèdent, à la recherche du moindre coût pour rentrer dans les 25 milliards d'euros imposés par Ségolène Royal dans l'arrêté de janvier 2016. Personne n'y croit, bien sûr, et même si on rognait sur l'ensemble des dépenses, y compris au détriment de la sécurité, ce chiffre s'envolerait comme se sont envolés les coûts des nouveaux EPR, en France comme à l'étranger. D'ailleurs, comment estimer sérieusement le coût d'un chantier prévu pour durer 150 ans à minima et sans date de fermeture programmée ? Sur plus d'un siècle et demi, compte-tenu des incertitudes économiques, sociales et géopolitiques, le pays aura-t-il les moyens matériels et financiers de réaliser ce projet hors norme ? L'EPR de Flamanville devait coûter 3,3 Mds€, il en coûte aujourd'hui près de 24 Mds€, soit 8 fois plus. Il n'a depuis son démarrage, au fil des pannes successives, jamais fonctionné correctement, donc pas fourni d'électricité !

Le coût global actualisé du projet Cigéo n'est toujours pas connu alors que l'Andra a déposé son dossier de demande de création (DAC 2023) et que l'instruction du dossier touche à sa fin. Comme si, lorsque vous achetez un produit, vous n'en connaissez pas le prix... Certains experts avancent la somme plus réaliste de 100 Mds€. Il est d'ailleurs symptomatique que seul le coût de la phase pilote ait été arrêté (5,058 Mds€, auxquels il faut ajouter 5,692 Mds€ pour les tranches ultérieures). Après ? Ce sont les générations futures qui en paieront le prix.

Alors 45 Mds€ à trouver en 2026 pour le budget de l'État, ce n'est finalement pas grand-chose à côté des coûts incommensurables du nucléaire. N'est-ce pas dans l'avenir nucléaire qu'il faudrait faire des coupes budgétaires ?

Et, si aujourd'hui l'État a de l'argent à dépenser dans le domaine de l'énergie, n'est-ce pas vers la réduction des consommations, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables qu'il faut le flécher ? Au bénéfice du bien-être de la société et en réduction des factures et de la pollution énergétiques.



Manifestation HARO, 18-19-20 juillet, près de Cherbourg

Des déchets partout ? Cigéo, La Hague, Soulaines et autres sites en Haute-Marne et dans l'Aube... Même combat !

Des déchets en veux-tu, en voilà ! Les déchets radioactifs continuent d'être l'angle mort de la relance du nucléaire. A Bure, le projet Cigéo n'est pas acté qu'il voit déjà ses capacités augmenter et on le sait déjà, un seul Cigéo ne suffirait pas !

A la frontière de la Haute-Marne, le Centre de Stockage de l'Aube (CSA) à Soulaines-Dhuys a le triste record du plus grand dépotoir en surface de déchets radioactifs de faible et de moyenne activité à vie courte (FMA-VC) : il est prévu pour un million de m³ de déchets nucléaires ! À quelques kilomètres de là, le Cires (Centre Industriel de Regroupement, d'Entreposage et de Stockage des déchets de très faible activité - TFA) vient de voir sa capacité de stockage passer de 600 000 m³ à 900 000 m³.

Plane également sur la communauté de communes de Vendeuvre-Soulaines le spectre d'un projet d'enfouissement à faible profondeur de déchets de faible activité à vie longue (FA-VL). Ces fameux FAVL, qui en 2008/2009, ont fait l'objet d'un rejet catégorique sur 3115 communes en France, approchées pour leur enfouissement à 200m sous terre. Il est en cours d'étude et l'Andra poursuit ses investigations géologiques... mais la Cour des Comptes, inquiète de l'accumulation de cette catégorie de déchets, a déjà relevé en juin 2025 que ce site, s'il voit le jour, ne pourrait accueillir qu'un tiers du stock !

Newcleo, c'est quoi ?

Un autre projet vient encore assombrir l'avenir du territoire aubois : Newcleo, start-up européenne fondée par des ingénieurs italiens et basée en France, a en effet comme objectif de construire à cheval sur les communes de Marnay et Pont-sur-Seine une usine de fabrication de combustible Mox (combustible nucléaire constitué d'environ 8,5 % de plutonium et 91,5 % d'uranium appauvri). Ce n'est pas tout : elle projette également de développer la filière SMR (les petits réacteurs nucléaires souhaités par Macron) et la filière RNR (réacteur à neutrons rapides). Oui, celle-là même où le

Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) a historiquement échoué avec Superphénix puis avec l'abandon plus récent d'Astrid. De quoi faire pâlir d'envie la filière nucléaire française ! Newcleo relance un vieux rêve d'ingénieur, le mythe de la fermeture du cycle nucléaire : les combustibles usés et les déchets uranifères seraient ENFIN réutilisés (après des opérations bien polluantes). Les réacteurs made in Newcleo consommeraient 100% des stocks d'uranium appauvri et de l'uranium issu de l'usine d'extraction du plutonium à La Hague qui ne peuvent être réutilisés dans les réacteurs actuels et ne le pourraient pas non plus dans les EPR. Newcleo évite bien entendu de s'attarder sur les risques spécifiques de ces projets et sur l'absence totale de recyclage des combustibles MOX usés (qui sont méga dangereux au passage). Mais son ambition était suffisamment alléchante pour convaincre l'industrie nucléaire française de s'ouvrir à une jeune entreprise privée malgré tous les risques que cela comporte.

D'ailleurs en parlant de risques, vous savez qui vient d'être annoncée en août 2025 en grande difficulté financière ? Newcleo ! D'après un audit de ses comptes par le quotidien économique La Tribune, il existe un « risque important » pour « la capacité du groupe » à « poursuivre » son activité s'il ne parvient pas à obtenir un nouveau financement dans... les « douze mois ». Ah, le monde merveilleux du nucléaire, ses projets hasardeux, et son financement incertain.

Cigéo : on double le tout ?

Cigéo est-il appelé à devenir l'exutoire de tous les déchets que la France s'obstine à accumuler au fil d'une politique nucléaire chaotique ? Arrêt du retraitement du combustible usé, enfouissement des combustibles

usés ou encore futurs déchets des nouveaux réacteurs pourraient être destinés à Bure... On poussera les murs ? L'Andra la joue terre d'accueil, ne trouvant « pas d'éléments rhédictoires » au doublement de la capacité de Cigéo. La couche géologique sensée retenir la radioactivité étant limitée, on voit mal comment elle s'y prendra, mais bon, en matière de gros bluff, elle se défend. Eternels grands oubliés, les riverain.es, informés une fois les décisions actées et dépossédés de leur droit le plus légitime de décider des orientations qui les concernent, sur leur territoire.

Un aval du futur pas triste

De l'autre côté de la France, alors que le territoire de La Hague est déjà saturé par l'atome, Orano tente d'y développer son projet « Aval du Futur », soit l'installation de trois nouvelles gigantesques piscines nucléaires d'entreposage de combustibles usés. Encore un programme démentiel.

Mais face à toutes ces menaces, les territoires se réveillent et les luttes se font écho. Même les populations qui ont été biberonnées au nucléaire crient que « trop c'est trop » !

Dans le Cotentin, une grande et réussie mobilisation dénommée « HARO » (reprenant la légende normande des petites fées de La Hague qui se défendent quand on fait une offense à leurs terres... on adore !) a eu lieu en juillet 2025.

Autour de Nogent-sur-Seine, l'arrivée de Newcleo secoue la population locale qui s'organise très activement pour faire capoter le projet. À Bure la lutte se précise à tous les niveaux : riposte juridique intensive, communication tous azimuts, défense du territoire. Bonne nouvelle : nos territoires et nos luttes sont plus que jamais solidaires !



Une gare pas comme les autres

En 2024, à Bure et aux alentours près de 340 propriétaires fonciers recevaient une lettre d'expropriation ... Parmi eux, un terrain particulièrement convoité par l'Andra puisque situé sur le tracé de la voie ferrée qui acheminerait les déchets nucléaires jusqu'à Cigéo. L'ancienne Gare de Luméville, lieu historique de la résistance à Cigéo, voit son avenir directement menacé...

1, 2, 3,... combien de Tchernobyl ?

En 2011, des déchets vitrifiés, de très haute activité (HA) ont été acheminés de l'usine de La Hague jusqu'au centre de stockage nucléaire temporaire de Gorleben (Allemagne). Ce transport à très haut risque concentrant au moins deux fois plus de radioactivité que le total des pollutions radioactives émises par la catastrophe de Tchernobyl. Pour convoyer les déchets jusqu'à Cigéo, jusqu'à 76 trains (Castors) par an, soit une moyenne d'environ 6 par mois pendant près d'un siècle, circuleraient sur les voies communes au fret et aux voyageurs. Ils passeraient au centre des villes, dans les gares et au ras des fenêtres des habitations.



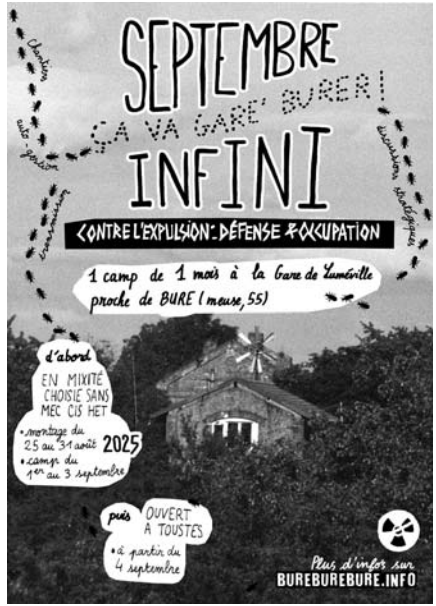
La petite bourgade de Gondrecourt-le-Château a tiré le gros lot avec une plate-forme de transit en pleine ville avant expédition au terminal de Saudron. De quoi vivre dangereusement pendant un siècle et demi ?

La Gare, c'est une grande bande de terre de 8 hectares avec quelques bâtiments, qui a été achetée en 2004 par des opposants au projet Cigéo. Elle a depuis accueilli de nombreux événements et des milliers de personnes l'ont traversée. Toute en longueur, elle abrite des espaces en dur et d'atypiques cabanes construites au fur et à mesure des chantiers successifs.

En cette fin d'année 2025, son expropriation est imminente. Une expulsion de la gare pourrait survenir à n'importe quel moment de l'automne. La préfecture a d'ailleurs plus d'un tour dans son sac pour faire accélérer la procédure... Fin août, la Gare avait la désagréable surprise de recevoir un courrier préfectoral qui annonçait la semaine suivante une visite de commission de sécurité pour en vérifier les normes d'accueil du public (démarche jamais entreprise depuis 20 ans !). Après lui avoir répondu qu'il ne se passait rien à la gare à cette période, la préfecture est revenue à la charge fin août en annonçant une nouvelle visite pour le 28 août... date correspondant au tout début des préparatifs de « Septembre Infini », un camp organisé tout le mois pour embellir la gare, l'investir, augmenter ses capacités d'accueil, donner envie d'y rester et s'outiller pour la défendre. Evidemment, la préfecture et les gendarmes ont trouvé porte close et acté une obstruction à la visite.

Malgré les pressions préfectorales en amont, le montage du campement

s'est bien passé. Et tout le mois de septembre la résistance à Cigéo se poursuit à la Gare pour la protéger jusqu'au bout des sinistres projets de l'Andra !



« LA MILITARISATION DU TERRITOIRE QUI S'AMPLIFIE POUR ENCERCLER LES CENTAINES D'HECTARES DÉDIÉS À CIGÉO VA-T-ELLE RENDRE INVIVABLE NOTRE QUOTIDIEN ? QUI AURA ENVIE D'ACHETER MA MAISON ? MA RÉGION EST-ELLE CONDAMNÉE À ÊTRE ÉVACUÉE ? FAUDRA-T-IL TOUT QUITTER UN JOUR ? »

BURE, BURE, LA VIE !

Opposant notoire au projet de mégapoubelle nucléaire Cigéo à Bure (Meuse), J. H. était convoqué le 11 juillet devant le tribunal judiciaire de Bar-le-Duc. Son crime ? Avoir refusé de se soumettre à un contrôle d'identité alors qu'il se trouvait devant chez lui, à Montiers-sur-Saulx. Puis à des tests d'alcoolémie et de stupéfiants. Il faut dire que comme de nombreux autres contestataires, il se plaint d'être « très surveillé ».

(...) En l'occurrence, l'escadron de 80 hommes qui est installé depuis 2017 sur le site même de Cigéo, piloté par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. « Ils viennent surveiller les logements des opposants, dont le mien, dans les villages aux alentours de Bure et relèvent les immatriculations de toutes les voitures qui sont garées devant, raconte-t-il. Ils l'ont des allers-retours plusieurs fois dans la journée, parfois même au milieu de la nuit. Ils s'arrêtent devant la maison et éclairent la façade avec une torche, regardent par les portes pour voir ce qu'il se passe à l'intérieur (...) »

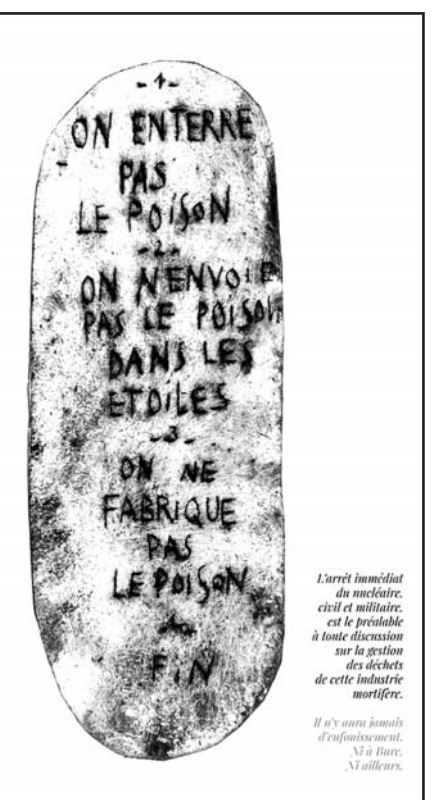
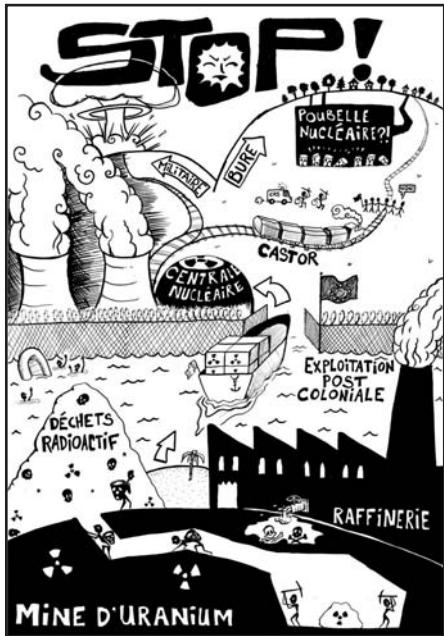
Déjà, en 2019, la Ligue des droits de l'homme avait dénoncé, dans un rapport, un « harcèlement » des autorités publiques contre les opposants à la poubelle nucléaire. (...) C'est donc dans ce contexte que, le 28 avril, il a refusé d'être contrôlé et s'est fait embarquer. (...) Le 11 juillet, le procureur a réclamé contre lui une condamnation à quarante jours-amendes d'un montant de 10 euros ainsi qu'une inscription au casier judiciaire. Cela pourrait perturber sa carrière professionnelle (...). L'intéressé (...) répète qu'il était à pied quand il a été interpellé, et non pas au volant de son véhicule, comme l'affirment les gendarmes. Son avocat a plaidé la relaxe pour son client, soulignant qu'il ressortait de la procédure qu'il était devant chez lui, sur le trottoir. (...)

Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 7 octobre.

Le Canard Enchaîné
Jérôme Canard, 13/08/2025, extraits

L'ARRÊT IMMÉDIAT DU NUCLÉAIRE EST LE PRÉALABLE À TOUTE DISCUSSION SUR LA GESTION DES DÉCHETS DE CETTE INDUSTRIE MORTIFÈRE

IL N'Y AURA JAMAIS D'ENFOUISSEMENT NI AILLEURS NI PARTOUT



Rencontres de l'image engagée, RIEZ, Bure, 2020

Depuis les années 2000, nous avons toujours les mêmes inquiétudes, nous posons les mêmes questions et nous n'avons pas de réponses. IL FAUT STOPPER CE PROJET AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD !



Impossible de garantir que la radioactivité restera sagement sous terre pendant des millénaires. Elle s'échappera un jour suite à la corrosion des colis, via les fractures de la roche, l'eau, un séisme. C'est d'ailleurs le but poursuivi et annoncé : la retenir le plus longtemps possible avant qu'elle ne remonte à la surface, pas la neutraliser.

Si ça flambe ou si ça explose, que faire ?
Grosse question et toujours pas de réponse
crédible : l'Andra remet tout cela à plus tard,
quand elle aura le feu vert pour Cigéo.
Certains colis de déchets (HA) émettent une
production continue d'hydrogène, nécessi-
tant une ventilation permanente. En cas de
dépassement de plus de 4% d'hydrogène
dans tout espace qui ne serait pas correcte-
ment ventilé (alvéole, galerie, hotte), le
risque d'explosion est réel. Qui peut garantir
l'absence d'une panne de ventilation
pendant plus de 150 ans ? Et après ?

De fortes incertitudes demeurent sur le comportement des colis de déchets MAVL bitumés, potentiellement inflammables (1/4 des déchets destinés à Cigéo), pouvant provoquer un incendie souterrain qui serait ingérable en milieu confiné profond et qui obligerait à arrêter la ventilation. La DAC évoque deux pistes soit le renforcement des fûts et des alvéoles, soit le stockage de ces déchets après traitement des fûts. À moins de les enfourner tels quels ? Le problème est reporté, mais il existe toujours. Ces sujets majeurs sont identifiés depuis des années. On voit mal comment la « phase pilote » pourrait résoudre quoi que ce soit.

La CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité) avait procédé à l'analyse critique de l'étude d'impact élaborée par l'Andra pour sa demande de reconnaissance de l'utilité publique de Cigéo (DUP), sur le volet de l'état des lieux radiologique. « Etude a minima », « accumulation d'anomalies effarante », « dossier opaque », « contrôles inopérants », ses constats sur l'état des lieux radiologique fourni sont plus qu'inquiétants. Selon elle, si l'étude d'impact a été actualisée pour la DAC, la quasi-totalité des anomalies que la CRIIRAD avait identifiées dans l'étude pour la DUP subsistent. Plus surprenant encore, en juin 2023, l'ASN (gendarme du nucléaire) a jugé le dossier recevable. Elle a demandé une enquête indispensable pour identifier les causes de tous ces dysfonctionnements, tant du côté de l'Andra que des autorités. Silence radio ?

Le Clis de Bure a auditionné la CRIIRAD puis l'Andra. Cette dernière, plutôt gênée au tournure, a eu bien du mal à expliquer les raisons de la légèreté de cette étude d'une vingtaine de pages. La définition du Becquerel erronée ? « Une boulette », pas bien grave selon l'agence qui, comble de l'ironie, remerciait la CRIIRAD pour le signalement d'erreurs qu'elle s'est empressée de rectifier.

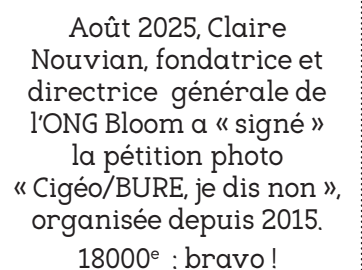
20 pages truffées de « boulettes », qu'en est-il des 4 000 pages de la DAC ? La CRIIRAD le déplore : « Si ce dossier fait état, comme l'affirme l'Andra du niveau de connaissances scientifiques et techniques acquises au terme de plusieurs décennies, il y a de quoi s'inquiéter ! »

Cigéo concentrerait à 500m sous terre un effroyable potentiel : plus de 99,6% de la radioactivité résultant des activités nucléaires. On le sait déjà, malgré le flou qu'entretient l'Andra, l'homme ne pourra jamais transmettre la mémoire du site au futur. L'agence se projette sur 500 ans maximum. Un pari invérifiable. Le fait que l'Andra ait volontairement escamoté, avant de la reconnaître, sous la pression des opposant.es à Cigéo, la présence d'un important potentiel géothermique (deux ressources potentiellement exploitables sous Bure) est un facteur aggravant du problème. La règle fondamentale de sûreté (ASN) excluait pourtant toute installation de stockage nucléaire à l'aplomb de ressources pouvant présenter un intérêt pour les activités humaines. Si nos arrière-arrière-arrière petits-enfants, à la recherche de chaleur et d'eau chaude vont farfouiller dedans, il se passe quoi ? **La conclusion exposée dans son dossier DAC est juste... sidérante. Percer un jour les galeries bourrées de colis de déchets radioactifs ne serait plus un problème.** Les scénarios de forage étudiés aboutissent à une exposition inférieure à la salubre valeur de référence, soit moins de 0,25 mSv/an. Trop forte l'Andra. On demande à voir, affaire suivie de près !



L'Andra fait fort pour ses 25 ans, fêtes mi-septembre 2025 autour « d'une soirée à énigmes, d'un grand jeu immersif, de défi à relever, de démo de pompiers sur fond de musique guinguette », autour d'un saucisson, pain, bière pour petits et grands ! Et parce qu'elle est à la pointe de la Science, elle en profite pour présenter son robot « Cigéfex », un champion gavé d'intelligence artificielle... et de potion magique ? Allez, un petit voyage dans le temps au village des irréductibles gaulois, où l'on pensait sanglier à rôtir, poisson pas frais et banquets fraternels sous le grand chêne.

En ce temps là, on ne causait pas d'atome trafiqué, de champignon radioactif, de malformation génétique, de territoire pollué, d'eau contaminée pour l'éternité, de générations futures en péril et autres joyusetés. C'est sûr que Cigéo, vu sous l'angle du divertissement, ça passe mieux que de se faire expliquer, une bonne fois pour toute, sa - terrifiante - réalité.



Des gens comme vous, de tous milieux, de tous âges, à la campagne ou à la ville, autour de Bure mais aussi au-delà, qui, confrontés un jour à ce projet insensé, mal ficelé et anti-démocratique au possible se sont interrogés, renseignés et rassemblés en collectifs, associations et groupes informels. Des experts indépendants et des juristes nous accompagnent.

BURESTOP 55, CEDRA 52, BZL, EODRA,
HABITANTS VIGILANTS de Gondrecourt, MNE

Toutes infos + actus + actions :

www.burestop.eu

bureburebure.info

cedra52.jimdo.com

Producteurs
d'information
indépendante
depuis 1994 !